

NOUVELLES DE MONGOLIE SUR LE SUIVI DES RESSOURCES



Ci-dessus : Dr S. Naryad, membre du NITAG, lors de la réunion d'information parrainée par Sabin/SIF à l'aïmag de Khentii, septembre 2015.

Le 18 septembre, le SIF a parrainé une réunion d'information sous-nationale sur le financement de la vaccination à l'aïmag de Khentii, le lieu de naissance de Gengis Khan. L'évènement était organisé par des fonctionnaires des autorités locales et du ministère de la Santé. Ils ont été rejoints au niveau fédéral par des représentants du comité parlementaire permanent des Affaires sociales, des ministères de la Santé et des Finances, et du Groupe de conseil technique national de Mongolie sur la vaccination (national immunization technical advisory group, NITAG). La réunion comprenait des présentations par S. Erdenechimeg, Conseiller au département des dépenses du budget de l'État et Dr S. Naryad, Membre du NITAG. Le gouverneur de Khentii, M. Bold, et le directeur du département de la santé de Khentii, Dr Sh. Enkhmandakh, ont décrit la façon dont les services de santé locaux, et particulièrement de vaccination, sont actuellement financés. Les représentants des départements des Impôts locaux et de la Santé ont distribué un tableau qui récapitule

millions USD d'impôts et a dépensé 5,8 millions USD pour la santé, dont 27 500 USD sont allés à la vaccination.

Les résultats de Khentii étaient semblables à ceux annoncés précédemment par d'autres aïmag. « Nous avons progressé à chaque fois », a commenté Dr Khongorzul Dari, point focaux de programme Sabin (Sabin Program Officer, SPO), qui a participé aux quatre réunions d'information sous-nationales soutenues par Sabin dans le pays jusqu'à présent.



Ci-dessus : exemple d'un rapport financier sous-national de Mongolie.

Pour Dr S. Naryad, membre du NITAG, qui a également donné une présentation au cours de la réunion, l'expérience a été une révélation. Ancienne gestionnaire de vaccination elle-même, le Dr Naryad était familiarisée avec les aspects techniques de la vaccination. Mais c'était la première fois qu'elle a observé des fonctionnaires gouvernementaux en train de communiquer des informations sur les dépenses avec le public. Après la réunion, Naryad et ses collègues locaux ont parlé des meilleures manières de capter les dépenses locales de vaccination et de les lier aux résultats des programmes. Elle leur a communiqué ses propres expériences et leur a

donné des copies de son livre récent sur l'histoire de la vaccination en Mongolie.

Après la réunion, les représentants de Khentii ont indiqué qu'ils avaient bon espoir que le budget local du programme de vaccination serait en augmentation les années suivantes. **Dr Enkhmandakh** a proposé de travailler avec **Dr Dari** pour améliorer le suivi des ressources destinées à la vaccination. Elle a proposé un projet pour analyser le coût d'une récente flambée de rougeole et utiliser ces informations en vue de plaider auprès des fonctionnaires locaux.

À Oulan-Bator, les parlementaires favorables au financement de la vaccination ont proposé d'étendre le travail de suivi des ressources au niveau local (*sum*). **Dr Dari** et ses collègues recherchent le meilleur moyen d'y parvenir, en commençant par les *aimag* déjà engagés.

UTILISATION DES MÉDIAS POUR PLAIDER EN FAVEUR DU FINANCEMENT DURABLE DE LA VACCINATION

Cette année, l'équipe SIF de Sabin a travaillé avec des médias au Népal et en Ouganda pour mieux informer les citoyens sur le financement de la vaccination. Chacun de ces cas fournit des informations intéressantes sur la façon dont les médias contribuent à faire en sorte que chaque pays soit possesseur de son programme d'immunisation.

Au Népal, le travail sur une loi nationale a commencé en 2011 [voir les articles *Bulletin d'Information* 5(1), 6(1), et 6(4)]. Trois rédactions de la loi ont été examinées par des parties prenantes de la fonction publique et du secteur privé. En janvier 2014, la réglementation concernant le fonds proposé a été publiée dans la *Nepal Gazette*. C'était la première annonce officielle publique du fait qu'une telle loi était en préparation.

« Nous devons informer le public et les parlementaires devaient savoir si le peuple voulait ou non la loi » se souvient le point focaux de programme basée au Népal, **Devendra Gnawali**.

La première étape était une réunion d'information média qui a eu lieu le 7 février 2014 au ministère de la Santé et de la Population. L'évènement attira près de cinquante journalistes, fonctionnaires et experts en vaccination. La discussion a porté sur les faits habituels concernant la vaccination : la plupart des enfants népalais sont en cours de vaccination, les maladies évitables par la vaccination sont en recul, les vaccins dont de plus en plus chers mais hautement rentables. Le

ministre de la Santé a ensuite évoqué le fonds national de vaccination et la façon dont il pourrait aider le Népal à financer pleinement son programme d'immunisation.

En avril, la loi sur la vaccination a été formellement soumise au Parlement. Des exemplaires du texte ont été imprimés et soumis aux membres du Parlement, mais le public est resté largement non informé. À la demande de la présidence du Comité pour les femmes, les enfants, les personnes âgées et la protection sociale, **Gwanali** et des représentants de la division Santé de l'enfant du ministère de la Santé et de la Population ont organisé une réunion avec les médias sur la loi en cours de préparation. Le projet médias est bientôt devenu beaucoup plus ambitieux. Une société de médias locale, **Vibration Media**, a été engagée par Sabin pour produire une série de douze émissions d'information de quinze minutes sur différents sujets liés à la vaccination. Les journalistes de Vibration ont interviewé des parlementaires népalais, des fonctionnaires, des Rotariens et des experts en matière de santé. Les émissions ont été diffusées nationalement sur **Radio Nepal** du 21 août au 27 septembre 2015. Au cours d'une des émissions, le ministre de la Santé et de la Population **l'Honorable M. Khagaraj Adhikari** a approuvé le fonds national de vaccination et appelé le Parlement à voter la législation correspondante. Dans une autre émission, **l'Honorable Mme Ranju Kumari Jha**, présidente du Comité parlementaire pour les femmes, les enfants, les personnes âgées et la protection sociale, a exprimé son soutien total à la loi sur la vaccination en cours de préparation et à appelé le secteur privé du pays à apporter son aide à la construction du fonds national de vaccination.

Les dirigeants ougandais ont commencé à élaborer une loi nationale de vaccination en 2011 [voir les articles du *Summary Digest*, 4(4), 5(1), *Immunization Financing News*, 7(1)]. Le travail a commencé au Parlement, où des parlementaires intéressés ont formé un Forum parlementaire sur la vaccination. La loi était considérée comme le meilleur moyen de conduire le gouvernement à augmenter le budget vaccination, qui était inchangé depuis presque une décennie. Les membres du Forum se sont concertés avec des représentants du ministère de la Santé, et les deux institutions ont entrepris de rédiger un projet de loi sur la vaccination. Diana Kizza Mugenzi, administrateur principal de programme Sabin (SPO), agissait comme interlocutrice. Tout au long de 2012, les membres du Forum ont publiés des communiqués de presse en faveur du projet de loi. Pendant ce temps Mugenzi et des membres du ministère de la santé organisaient une réunion sur le financement de la vaccination pour les membres de l'Association gouvernementale locale ougandaise (ULGA), qui eut lieu en mai 2012. Avertis de la situation, les délégués de l'ULGA venus de toutes les régions du pays ont exigé des budgets plus importants pour la santé et la

vaccination. Des membres du Forum parlementaire étaient dans l'assistance, et l'évènement a été largement couvert dans la presse. Le travail sur le projet de loi s'est poursuivi, mais la question est bientôt sortie des projecteurs publics.

À la mi-2014, Mugenzi s'est associée avec plusieurs organisations non-gouvernementales locales pour lancer une campagne d'information du public sur la vaccination. Les ONG cherchaient à donner à des militants au niveau du district une formation en communication et relations médias. Le but de Mugenzi était d'accélérer le projet de loi de vaccination qui avançait lentement. Quatre journalistes du réseau **Uganda Media Network** qui avaient couvert les problèmes de vaccination dans le passé ont signé des contrats avec Sabin (**Kyeyune Umar**, Uganda Broadcasting Corporation; **Agnes Kyotarengerire**, The New Vision News Paper; **Emmanuel Ainebyona**, The Daily Monitor; et **Tyaba Abubaker**, Nile Broadcasting Service). Les journalistes ont interviewé des parlementaires, des fonctionnaires gouvernementaux et des experts de partenaires extérieurs. Ils ont fait des voyages dans quatre régions du pays pour interviewer quelques-uns des militants des ONG. Ils ont produit sept émissions thématiques qui ont été diffusés à la télévision par l'**Uganda Broadcasting Network** en septembre 2014.



Ci-dessus : les médias font croître les efforts de plaidoyer dans beaucoup de pays du programme SIF. Ici, des journalistes de télévision à Bas Congo, RDC, interviewent des membres du réseau parlementaire de RDC pour le soutien à la vaccination (REPACAV).

« Il fallait sélectionner soigneusement les sujets », se souvenait Mugenzi. « Les journalistes voulaient créer un buzz pour attirer l'attention nationale autour des questions de vaccination sur lesquelles ils avaient fait des reportages »

Les deux projets médias se concentraient au départ sur la législation de la vaccination, mais ont fini par couvrir toute une série de sujets liés à la vaccination. Les projets ont pris forme en suivant des chemins très différents. Au Népal, les représentants du gouvernement et du Parlement ont travaillé à chaque instant avec le SPO (administrateur principal de programme Sabin) pour créer et mettre en œuvre le projet média. En Ouganda, ce sont les ONG qui ont pris la direction, les institutions publiques étant d'accord pour collaborer. Le coût de chacun des projets a été tout-à-fait modeste. Il reste à voir quelle est leur efficacité : les deux lois sur la vaccination attendent actuellement une action parlementaire finale.

UNE DÉMARCHE AUDACIEUSE DU NIGÉRIA POUR FAIRE FACE AUX DIFFICULTÉS D'UN FINANCEMENT DURABLE DE LA VACCINATION

Après des années d'efforts concertés du gouvernement et du peuple du Nigéria, l'OMS a sorti le Nigéria de sa liste des pays polio-endémiques le 25 septembre 2015. Le gouvernement s'efforce désormais d'assurer un financement adéquat du Programme national de vaccination. Le Nigéria finance tous les vaccins destinés à son programme de vaccination de routine, mais l'introduction de vaccins nouveaux, plus chers, a augmenté substantiellement les coûts. Cette hausse des coûts coïncide avec la transition vers la fin du soutien de l'alliance GAVI, prévu pour s'achever en 2022. La chute récente des prix du pétrole a conduit à des coupes dans le budget santé du gouvernement, et celles-ci sont susceptibles de générer un déficit estimé à 400M USD dans les budgets des soins de santé primaires (Primary Health Care, PHC). Cette situation est aggravée par un déblocage incomplet des financements approuvés pour le programme PHC (seulement 53% en 2014), un faible suivi des ressources de la vaccination (on en sait peu sur les dépenses réelles au niveau de l'état et au niveau local) et des rapports irréguliers et incomplets sur les dépenses de vaccination du gouvernement (formulaire JRF de déclaration conjointe OMS/UNICEF).

Lors de l'atelier d'examen collégial organisé récemment par Sabin, qui s'est tenu du 26 au 28 octobre à Nairobi, les délégués de l'Agence nationale nigérienne pour le développement des soins de santé primaires (NPHCDA), ceux du Groupe spécial nigérian pour le financement de la vaccination, nouvellement mis en place, et ceux du Parlement, ont partagé leurs expériences avec leurs homologues du Kenya, du Libéria, de la Sierra Leone et de l'Ouganda. Les délégués du

Nigéria se sont engagés à améliorer le reporting de la JRF sur les dépenses, à poursuivre les efforts pour développer un Fonds fiduciaire national de vaccination et à encourager une production locale de vaccin.



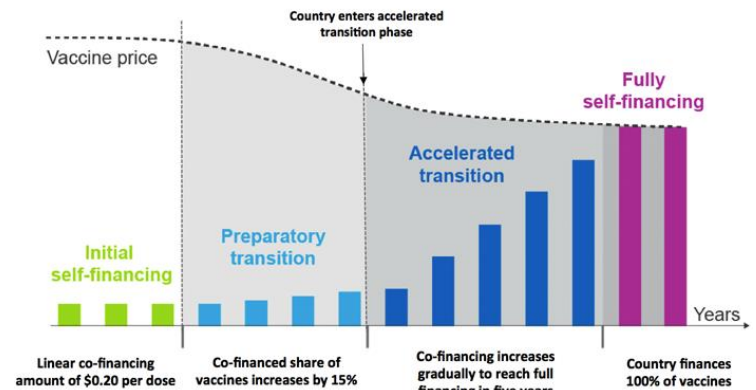
Ci-dessus : les délégués nigériens participent à l'examen collégial SIF d'Afrique anglophone, 26-28 octobre à Nairobi (Kenya)

« Le Nigéria se rend compte maintenant qu'il doit changer de cap », a commenté Cliff Kamara, administrateur principal de programme Sabin, qui travaille sur le programme SIF en Sierra Leone, au Libéria et au Nigéria. « Nos homologues nigériens trouvent de nouvelles idées de financement intéressantes, comme faire participer le secteur privé national et partager entre les États la prise de conscience des problèmes de financement de la vaccination », a ajouté Kamara.

Les plans pour le futur comprennent le développement d'un Fonds national de financement de la vaccination (avec le soutien possible d'un partenariat public-privé) et le début d'une production locale de vaccins. Après dix ans de gestation, la Loi nationale sur la santé de 2014 a créé un nouveau forum pour la collaboration entre le gouvernement fédéral et les autorités locales, et le financement durable de la vaccination devient un objectif réalisable [voir l'article connexe, *Immunization Financing News*, 6(3)]. Afin de profiter de cet élan au Nigeria, Kamara et ses homologues de NPHCDA préparent le prochain examen collégial SIF d'Afrique anglophone, qui aura lieu dans la capitale Abuja, au début de 2016.

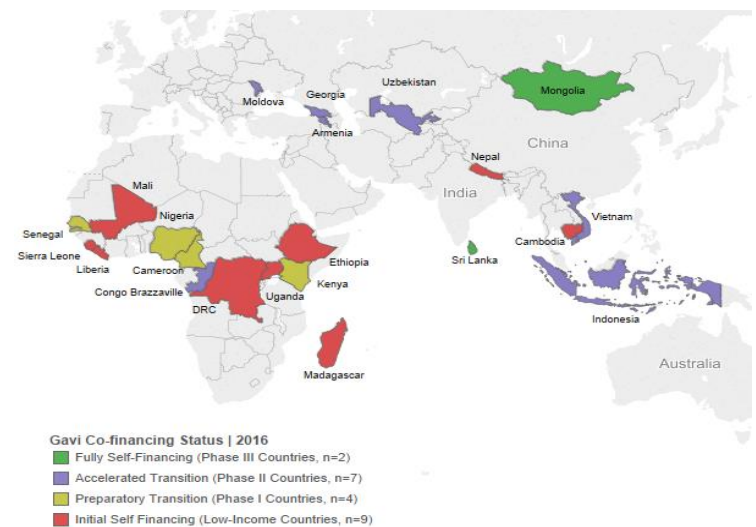
LES PAYS DU PROGRAMME SIF DANS LE PAYSAGE GAVI D'AUJOURD'HUI

Cette année, Gavi, l'Alliance pour les vaccins, a révisé son plan d'affaires. La durabilité, dans laquelle se greffe le programme SIF de Sabin, reste un flux de travail important. Les pays sont toujours groupés en fonction de leur revenu national brut. Au fur et à mesure que leurs revenus s'approchent du seuil d'éligibilité Gavi ([actuellement revenu national brut = 1 580 USD](#)), on considère que les pays traversent quatre phases au lieu de simplement obtenir leur « diplôme ». Les quatre phases sont présentées dans le schéma ci-dessous.



Source: <http://www.gavi.org/support/apply/graduating-countries/>

Comme le montre la carte ci-dessous, les 22 pays du programme SIF sont distribués à travers les quatre phases Gavi. Deux pays du SIF (Sri Lanka et Mongolie) sont classés comme entièrement autofinancés, sept pays du SIF sont dans la phase de transition accélérée, quatre pays du SIF sont en phase de transition préparatoire et neuf sont au stade initial d'autofinancement.



AUTRES MISES À JOUR ET FAITS SAILLANTS SIF

NOUVELLES MISES À JOUR DU SITE WEB

Les pages du site web du programme SIF ont été récemment mises à jour. Voyez-les en ligne sur : <http://www.sabin.org/programs/vaccine-advocacy-education/sustainable-immunization-financing-sif-program>
Voyez les versions françaises, elles seront bientôt disponibles !

PRIX DES VACCINS POUR LES PAYS EN COURS DE TRANSITION GAVI :

Plusieurs fabricants ont accepté de maintenir les prix UNICEF actuels (prix « à l'extrémité ») des vaccins pour les pays après leur sortie du soutien de la Gavi. Voir les informations en ligne sur : <http://www.gavi.org/library/gavi-documents/supply-procurement/vaccine-price-commitments-from-manufacturers/>

Juillet

- 6-7 juillet, aïmag de Selenge, Mongolie. Le SPO du SIF Khongorzul Dari organise une réunion sous-nationale SIF.
- 6-10 juillet, Chisinau, Moldavie. Le SPO Eka Paatashvili participe à l'évaluation conjointe Gavi/OMS/Sabin.
- 21-23 juillet, Genève, Suisse. Le directeur du SIF Mike McQuestion participe à la conférence face-à-face du Groupe spécial IFS de la Gavi.
- 27-30 juillet, Tbilissi, Géorgie. Le SPO SIF Eka Paatashvili participe à l'évaluation conjointe Gavi/OMS/Sabin.

Août

- 3 août, Brazzaville, Congo. Le directeur du SIF Mike McQuestion, le vice-président exécutif de Sabin Jon Andrus, et le SPO Helene Mambu-Ma-Disu participent à la réunion de planification OMS/AFRO.
- 4-5 août, Brazzaville, Congo. Le directeur du SIF Mike McQuestion, le vice-président exécutif de Sabin Jon Andrus, et le SPO Helene Mambu-Ma-Disu rencontrent des parlementaires et représentants du ministère de la Santé pour parler des problèmes du financement durable de la vaccination.
- 5-7 août, Kinshasa, RDC. Le directeur du SIF Mike McQuestion et le SPO Helene Mambu-Ma-Disu effectuent une visite de terrain.

- 7 août, Buchanan, Libéria. Le SPO du SIF Cliff Kamara organise un atelier législatif et échange collégial avec des délégués du Nigéria, du Libéria et de Sierra Leone.
- 14-23 août, Ouzbékistan. Le SPO du SIF Eka Paatashvili participe à l'évaluation conjointe des partenaires de la Gavi.
- 17 août, Genève, Suisse. Le directeur de SIF Mike McQuestion participe à la consultation Gavi sur le renforcement des capacités décisionnelles des pays en matière de politiques et programmes de vaccination.
- 18 août, aïmag de Khentii, Mongolie. Le SPO du SIF Khongorzul Dari organise une réunion sous-nationale SIF.
- 31 août, Anvers, Belgique. Le SPO du SIF Eka Paatashvili participe à la réunion des partenaires EPI OMS/EURO.

Septembre

- 5 septembre, Katmandou, Népal. Le SPO du SIF Devendra Gnawali organise une session d'information parlementaire.
- 14-23 septembre, Ouzbékistan. Le SPO du SIF Eka Paatashvili participe à l'évaluation conjointe des partenaires de la Gavi
- 10 et 15 septembre. Nakuru, Nairobi, Kenya. Le SIF co-parraine des ateliers consultatifs au niveau pays et comté, sur le financement de la vaccination.
- 28 septembre, province de Tien Giang, Vietnam. Le SPO du SIF Khongorzul Dari organise une réunion d'information parlementaire sous-nationale.

Étape Importante/Activité	Atteint ce trimestre	Cumulatif (1.IX.09– 30.X.15)	Détails :
Visites des pays sur le terrain	13	201	Moldavie, République du Congo (3), Ouzbékistan, Arménie, Libéria, Nigéria, Cambodge, Kenya, Vietnam, Mali, Sénégal
Séances d'information nationales	3	119	Népal (2), RDC
Séances d'information sous-régionales	5	31	Mongolie (2), Vietnam (2), Kenya
Rencontres internationales des partenaires	8	138	Réunion de planification OMS/AFRO, Brazzaville Réunion Gavi IFSTT, Genève Evaluation conjointe pour le diplôme de la Gavi, Georgia Réunion des partenaires EPI OMS/EURO, Anvers Consultation de la Gavi sur le renforcement des capacités des pays, Genève Evaluation conjointe pour le diplôme de la Gavi, Ouzbékistan Mission conjointe d'évaluation Gavi, Sierra Leone Mission des partenaires pour évaluation conjointe, Moldavie
Ateliers/Réunions de renforcement des capacités	3	48	Cambodge, Népal, République du Congo
Échanges de pairs entre les pays cibles SIF	1	69	Sierra Leone/Libéria/Nigéria
Nombre de réunions du CCIA (depuis avril 2013)	4	59	RDC (2), Cameroun (2)



Le programme de financement durable de la vaccination (Sustainable Immunization Financing, SIF) est une initiative du Sabin Vaccine Institute.

Le SIF est financé par les dons généreux de la fondation Bill & Melinda Gates et de GAVI.

2000 Pennsylvania Avenue NW, Suite 7100

Washington, DC, États-Unis 20006

www.sabin.org/sif

www.sabin.org/fr (en français)